

Le fascisme : autopsie, constat de décès

par Jacques WILLEQUET,

Professeur à l'Université libre de Bruxelles.

★

La guerre de 1914-1918, avec sa date-charnière de 1917, a imprimé à notre siècle une mutation décisive. L'Europe allait en sortir profondément blessée, malade, métamorphosée. Dépassés par les événements, les hommes allaient tâtonner comme des aveugles dans un univers devenu méconnaissable et incompréhensible. Les uns chercheraient désespérément à retrouver ce qu'on appelait « la normale », c'est-à-dire le bon temps perdu. D'autres se mettraient à fuir en avant, vers des solutions simples et brutales. Tous seraient désorientés, désaxés, appauvris. 1925 allait leur rendre un peu d'optimisme et de stabilité, mais 1929 inaugurerait une nouvelle série de crises et de catastrophes dont, matériellement et psychologiquement, nous ne sommes sortis que depuis une quinzaine d'années.

En 1913, la démocratie parlementaire apparaissait dans nos pays comme l'accomplissement définitif du progrès politique. Qu'elle eût poussé des racines profondes comme en Belgique et en Angleterre et qu'elle fût généralement admise comme en France, qu'elle fût plus jeune ou en voie de réalisation comme en Italie et en Allemagne, on n'imaginait guère qu'elle pût voir surgir de sérieuses rivales à côté d'elle. A l'extrême-droite, on y était résigné. A l'extrême-gauche, on s'insurgeait contre l'ordre social, mais l'ordre politique, on ne demandait qu'à s'y installer à part entière. Rappelons-nous les deux grandes grèves générales organisées par le Parti Ouvrier Belge : elles visaient à obtenir, non point des avantages sociaux, mais le suffrage universel. C'est à travers le régime parlementaire, et grâce à lui, que nos socialistes voyaient la mise en œuvre du schéma marxiste bien connu. Chez les seuls « camarades » russes, sous l'impulsion de Lénine, avait commencé à se dessiner à partir de 1903 une conception qui se distinguait par deux aspects : l'absence de démocratie à l'intérieur du parti et, à l'extérieur, un « substitutionnisme » se proposant de brûler les étapes et d'imposer la solution finale par la dictature intransigeante, sanglante au besoin, d'un petit nombre d'hommes. Vers la même époque d'ailleurs,

L'« Action française » semait les premiers germes d'un radicalisme d'extrême-droite. Il est permis de penser que sans la guerre de 1914, ces activismes se seraient, comme tant d'autres, perdus dans les sables. En 1913 donc, répétons-le parce que la remarque nous paraît importante, on n'imaginait guère, en fait comme en devenir, qu'un seul régime politique idéal ; entre 1920 et 1945, nous allons le voir, on en concevra trois.

Voyons un aspect un peu méconnu de la Grande Guerre : son financement. Cette guerre a relativement préservé le prolétariat ; au contraire, elle a aidé à sa prise de conscience et au durcissement de ses revendications. La bourgeoisie, elle, a d'abord payé cette guerre de son sang — deux ou trois fois plus que les autres classes sociales, sauf la noblesse — et elle l'a surtout payée de son argent. Les emprunts, les bons de la Défense nationale, dans tous les pays, ont drainé l'or patriotiquement versé par les possédants, qui recevaient en échange, avec la promesse d'honnêtes intérêts, des titres libellés en francs, marks, liras... etc. Mais ne savait-on point que depuis toujours, un franc était un franc, comme un mètre était un mètre ? Artificiellement soutenues jusqu'en 1919, nos monnaies commencent à fondre au lendemain de la guerre. Cela s'appelle de l'inflation, mais à l'époque, ce phénomène de « vie chère », comme on dit, est considéré comme devant être passager ; on en rejette la responsabilité sur la pénurie, et sur les accapareurs. Devant une opinion naïvement incompréhensive, la vérité économique se venge : davantage chez les vaincus, moins chez les vainqueurs. Le franc, la lire perdent la moitié, puis les trois quarts de leur valeur ; le mark, lui, va tomber au zéro absolu. La classe ouvrière végète, mais elle vit relativement mieux qu'avant la guerre (en partie grâce à l'extension du travail des femmes), bien que les salaires ne suivent qu'avec retard la hausse des prix. Ses revendications se manifestent avec violence : l'anarchie s'installe en Italie, le sang coule en Allemagne, et le spectre du bolchévisme vient affoler une classe moyenne qui, elle, se voit partiellement ou totalement ruinée. Les revenus fixes (rentes, loyers...) sont payés en monnaies dévaluées, les sacro-saints patrimoines se mettent à fondre. Karl Marx avait prévu quelque chose de semblable. Mais, peu sensible aux facteurs psychologiques, il s'était figuré que les bourgeois ruinés iraient grossir le prolétariat. Or, il se fait que les gens sont encore plus chagrinés par le déclin de leur prestige social que par leurs revers de fortune...

Tandis que les Chambres législatives surtout composées d'avocats s'efforcent de résoudre des problèmes économiques et financiers qui les dépassent, le régime parlementaire, individualiste et libéral, commence à perdre de son efficacité, de sa crédibilité. Ah ! il était agréable d'être député, d'évoquer avec éloquence les droits de l'homme, les rapports entre l'Eglise et l'Etat ou l'organisation scolaire, au bon temps d'avant 1914 !

Pour gagner la guerre et maintenant pour restaurer la paix, on a quitté le capitalisme libéral pour devoir faire de l'économie dirigée ; la compétence et l'intervention de l'Etat se sont étendues à de nombreux secteurs qui lui étaient jusqu'alors étrangers. Les problèmes se sont multipliés, ils ne sont plus accessibles au commun, ils ne se posent plus en termes de bon sens, mais en termes scientifiques ; nous entrons dans l'ère des techniciens, des experts, dans l'ère de l'administration. Le régime parlementaire n'est plus en prise directe sur la réalité. Son éloquence donne la nausée à tous ceux qui souffrent d'une misère qui est le résultat de quatre ans d'ivresse gaspilleuse et sanguinaire. Et quelle faible barrière, en outre, semble-t-il opposer au bolchevisme ! Sa légitimité est mise en question, précisément, par le communisme, c'est à dire ce socialisme « substitutionniste » qui veut bousculer les étapes de l'évolution marxiste, qui s'est imposé grâce à la défaite russe, et qui a provoqué des scissions dans tous les partis ouvriers occidentaux. Elle est également mise en cause par une idéologie nouvelle : le fascisme.

Qu'est-ce que le fascisme ? Que veut-il ? Une définition très stricte s'impose. Il convient de ramener ce phénomène à ses lignes les plus pures, pour le distinguer de mouvements qui ont pu être ses voisins, ses alliés ou ses rivaux — des préfascismes ou des pseudo-fascismes — mais qui en fait appartiennent à des époques historiquement ou socialement différentes. Le fascisme surgit brusquement après la guerre de 1914-1918, dans des pays industrialisés dont les structures sociales ont été modifiées par la guerre au détriment de la classe moyenne. Profitant de la crise que traverse le système libéral, une minorité organisée s'empare du pouvoir, soit par la violence, soit à la faveur d'un imbroglio constitutionnel. Cette minorité se constitue en parti unique dont le chef, l'« homme providentiel », prend la tête du Gouvernement. Ce parti unique, une « élite », prétend abolir toutes les différences de classes, raidir toutes les volontés individuelles, mener à bonne fin une « révolution » destinée à protéger la communauté contre ses deux pires « ennemis » : l'idéologie de 1789 dont la faillite semble manifeste, sur le plan politique comme sur le plan social — et le marxisme, dont il faut reconnaître qu'il a réussi, sous sa forme stalinienne, à incorporer le maximum possible d'aspects repoussants (repoussants au point que pour mieux le combattre, on ne tardera pas à en imiter la plupart des méthodes et signes extérieurs). Toutes les formes d'opinion et d'expression d'opinion, y compris la science, la religion et les arts, sont soumises à un contrôle rigoureux. Les citoyens subissent une propagande raffinée, orientée, omniprésente et qui est d'ailleurs la seule à pouvoir se manifester ; quand on demande leur avis, par referendum, cette consultation est faite d'une façon qui exclut pratiquement les votes

négatifs. La police politique surveille étroitement l'activité de tous les individus ; les « délits » sont sanctionnés par des sentences arbitraires, par la prison ou le camp de concentration. La vie économique est mise sous le contrôle de l'Etat, asservie aux intentions du régime ; les milieux capitalistes qui, le plus souvent, ont financé le fascisme à ses débuts — parce qu'ils y voyaient un moyen d'assurer l'ordre et la paix sociale, conditions d'un travail sans problèmes — s'aperçoivent qu'eux aussi se sont donné un maître dont ils remarquent, un peu tard, qu'il n'est pas facile de se débarrasser. Une politique étrangère agressive reprend les thèmes du militarisme, du nationalisme le plus exacerbé. Le racisme est plus ou moins prononcé, si fondamental dans le modèle hitlérien qu'il y constitue la philosophie déterminante de tout le système ; ailleurs, il pourra simplement renforcer les tendances à la xénophobie et à l'exaltation de l'orgueil national qui sont, tous comptes faits, monnaie courante à l'époque. L'anticapitalisme est surtout verbal avec, comme en Allemagne, d'adroites distinctions entre le capital « raffend » (« accapareur », donc juif ou étranger) et le capital « schaffend » (« créateur », c'est-à-dire national, mis grâce à l'autorité de l'Etat au service de la communauté). Les réalisations sociales sont d'ailleurs appréciables ; on pourra les juger insuffisantes, trompeuses ou paternalistes, mais en comparaison avec ce qui existait sous le régime précédent, le progrès ne saurait être contesté, aussi bien sur le plan moral de la considération qui est due au travailleurs, que sur celui des avantages concrets qui lui sont offerts. L'Etat se veut totalitaire, et il le devient : entendons par là que l'un après l'autre, les secteurs traditionnels qui le constituent (armée, administration, justice, etc.) sont absorbés par les structures concurrentes du parti unique, véritable contre-Etat. Dans l'Allemagne nazie, archétype du système, cet idéal ne se réalisera pleinement qu'à la fin, après l'attentat du 20 juillet 1944. Au contraire, dans certains régimes qui, nous le verrons, ne méritent pas d'être appelés fascistes, c'est l'Etat traditionnel qui reprendra le dessus, en domestiquant et en réduisant à un rôle de figuration superficielle le parti unique qui s'était constitué.

Telles sont les grandes lignes. On ne les trouvera pas réunies partout avec la même intensité, et il est difficile de déterminer des frontières, en-deçà desquelles un régime ou un parti cessent de mériter l'« appellation contrôlée ». Nous aurons à en reparler plus loin, mais il est clair qu'en tenant compte de la marge la plus fluide et la plus accueillante, nous serons obligés d'exclure de cette définition pas mal d'hommes et de mouvements qui, en réalité, appartenaient ou appartiennent encore à des mondes fort différents.

Sauf les méthodes, il n'y avait sur le plan de l'idéologie pas grand-chose de neuf dans ce fascisme. Ses racines étaient nombreuses et lointaines : des théories, des préjugés, des doctrines d'ailleurs parfois relativement innocentes qui, en se gauchissant et s'exacerbant, prirent des formes morbides que leurs anciens promoteurs auraient sans doute répudiées avec indignation. Rousseau lui-même, par exemple, n'est pas tout à fait sans reproche : c'est du *Contrat social* que sort l'idée d'un peuple tout-puissant qui pourrait se mettre lui-même au-dessus des lois — une notion tous comptes faits encore plus malfaisante que celle de la monarchie absolue. On a incriminé Nietzsche et même Luther. On a fait remarquer que le darwinisme social, une des sources idéologiques du fascisme, sort tout droit d'une conception libérale, la sélection naturelle, de même que le missionarisme libéral peut fort bien, à partir d'un certain stade, déboucher sur l'impérialisme le plus pur : pensons à Mac Kinley, au Risorgimento qui est une des racines du fascisme italien, ou à Kipling. On discuterait — et on a discuté — à perte de vue sur ce problème des origines. Là n'est point notre propos. Revenons en 1920, voyons naître ce fascisme, et essayons de le comprendre. Chacun est libre de le trouver « monstrueux ». Des monstres, cela existe, en effet, mais ils sont heureusement peu nombreux. Des millions d'Européens ne sont pas devenus des monstres, entre 1920 et 1945. A partir du moment où un phénomène revêt une ampleur et une adhésion aussi massives, il mérite qu'on essaie de l'expliquer sans passion.

Dans l'immédiat, cinq facteurs, donc, nous paraissent animer ce courant d'idées. Analysons-les tour à tour. D'abord : 1) la peur du communisme. Le coup d'Etat révolutionnaire, ou, si on veut, le mauvais exemple, est entré dans notre monde occidental en 1917. Cinq ans plus tard, la leçon est comprise par le fascisme italien, qui se présente comme une riposte au « spectre rouge » à « l'homme au couteau entre les dents ». Pour se défendre, la bourgeoisie apeurée ne fait plus confiance aux institutions légales, discréditées comme en Allemagne — nous y reviendrons —, d'une faiblesse insigne comme en Italie — et nous y reviendrons également. Et comme on ne peut combattre un ennemi qu'avec ses propres armes, ce fascisme va emprunter au communisme la plupart de ses méthodes et de ses aspects. Inutile de multiplier les exemples. Ils vont parfois jusqu'au décalque, lorsqu'Hitler, voulant s'assurer la majorité au Reichstag, élimine les élus communistes en vertu du même raisonnement qui avait été celui de Lénine en 1918, quand il avait annulé les mandats socialistes-révolutionnaires.

Deuxième facteur : le goût de la violence, des solutions simples et « militaires ». Voilà, incontestablement, un état d'esprit qui est issu tout droit des tranchées. « Croire, obéir, combattre », c'est le mot d'ordre

mussolinien, mais ç'avait été pendant quatre ans le lot quotidien d'hommes qui, revenus à la vie civile, sont d'autant plus incapables de se réadapter qu'ils se trouvent devant un monde incompréhensible de misère, d'instabilité, d'injustice. Ils se sentent frustrés, inutiles, humiliés. Leurs immenses sacrifices, ils ont confusément la notion qu'ils ont été vains. Désaxés, démoralisés, ils deviennent des proies faciles pour les démagogues, ces « terribles simplificateurs » qui démasquent les « responsables » et font entrevoir un avenir radieux, un avenir idéal pour la réalisation duquel tous les combats seront sacrés. Au coude à coude viril des tranchées va succéder le coude à coude viril de la lutte contre les ennemis intérieurs, cette fois, de la patrie. Tous les leaders fascistes ont été des anciens de 1914 (sauf l'insignifiant Degrelle, mais d'ailleurs Léon Degrelle lui-même devait faire son écolage à rebours, et finir quand même dans la peau d'un ancien combattant...).

La troisième pulsion découle de la précédente : il s'agit du nationalisme, qui a été puissamment exacerbé par la guerre. Il nous entraînerait trop loin d'analyser ce mythe national, né en 1789, en net déclin et, espérons-le, en voie de disparition à l'heure actuelle. Retenons simplement — une fois de plus — que c'est la petite bourgeoisie et (avouons-le) la majorité des travailleurs qui se montrèrent les plus perméables à cette optique dépassée de l'organisation sociale. Mieux : c'est précisément l'entre-deux-guerres, dans ses aspects économiques en particulier, qui devait démontrer l'urgence d'une évolution supra-nationale ; mais cela, on ne devait s'en rendre compte qu'ultérieurement. On n'en était pas là, il y a trente ans. Les fascistes, qui assumaient le « destin » et la « mission » de leurs peuples, parlaient le langage du nationalisme arrivé à son stade le plus aigu. Un nationalisme poussé jusqu'au paradoxe, puisque beaucoup d'entre eux, à force de se faire de leur pays une image devenue fantaisiste et désincarnée, en arrivèrent à nier ou à ignorer les vertus et les beautés les moins contestables de ces pays, à répudier (Hitler ! Mussolini !) des nations qui s'étaient révélées indignes de leurs rêves, ou à mourir courageusement, en criant face au peloton d'exécution : « Vive la France ! Vive l'Italie ! Vive la Belgique ! « Quelle France ? Quelle Italie ? Quelle Belgique ? Poignante absurdité, sublime procès-verbal de carence...

Quatrième facteur, déjà largement évoqué, le mépris d'une démocratie parlementaire inadéquate et inadaptée. Le fascisme offrait une réponse simple au sentiment d'angoisse, d'isolement, de faiblesse, éprouvé par la bourgeoisie et les petits indépendants, enserrés entre les entreprises capitalistes de plus en plus concentrées, et les syndicats ouvriers dont l'influence ne cessait de croître. Cette réponse, ce fut le corporatisme. Une réponse d'ailleurs pas si mauvaise que cela, puisque nous en voyons main-

tenant certains aspects s'institutionnaliser sous nos yeux. Un bulletin de vote tous les quatre ans, confié à un « politicien », quel leurre ! La véritable démocratie serait réalisée grâce au parti unique lequel, grâce à ses « courroies de transmission » (le mot est de Lénine, et voilà encore une autre analogie avec le communisme), assurerait le contact intime, direct avec le peuple, avec le « pays réel » et ses aspirations concrètes. Les « courroies de transmission » du fascisme, ce seraient les cellules du parti, les syndicats, les corporations, les organisations de femmes, de jeunesse et toutes les autres institutions spécialisées.

Et enfin, nous en arrivons au cinquième facteur, que nous considérons sans hésiter comme primordial (nous verrons pourquoi tout à l'heure) : c'est la crise économique générale, et c'est la détresse des classes moyennes. Chiffrons cette détresse dans les différents pays et nous obtiendrons avec une frappante exactitude l'importance respective de leurs fascismes.

*
**

L'exemple le plus caractéristique, c'est à coup sûr celui de l'Allemagne. Nous évoquons plus haut les conséquences sociales de la guerre. En France, en Belgique, on était encore porté par l'ivresse de la victoire ; c'est l'Allemagne que l'on rendait responsable non seulement de la guerre, mais de ses conséquences, et c'est de l'Allemagne que l'on attendait la réparation — les Réparations — des dégâts. Mais outre-Rhin, la défaite sera cruelle et inattendue, la ruine de la monnaie sera complète, et parallèlement à l'inflation de 1923 va se réaliser une puissante concentration du grand capitalisme, de telle sorte que les séquelles du conflit, en frappant inégalement les classes sociales traditionnelles, vont en bouleverser l'équilibre. La bourgeoisie est ruinée, prolétarisée, le Reich est vaincu, effondré. Aux prises avec une misère sans nom, la classe moyenne va subir un phénomène que les psychiatres connaissent bien : elle va faire un transfert. Ses propres souffrances, elle va les projeter sur la détresse nationale, la confondre avec cette détresse nationale. Le responsable, ce ne sera pas l'Empire qui a perdu la guerre, mais la République, le régime des « traîtres de novembre », le « système » qui a vendu la Patrie aux Puissances victorieuses, à ces Alliés rapaces qui maintenant viennent détrousser la grande blessée et lui arracher ses dernières pièces d'or. Une telle identification de la petite bourgeoisie et de la nation, c'est dans tous nos pays un des phénomènes les plus caractéristiques du nationalisme et du fascisme, et qui apparaît jusque dans la terminologie courante. Qu'on lise, dans la grande presse française de 1936, les comptes rendus de manifestations politiques : les gens de gauche *braillent* l'« Internationale », mais

les ligueurs de droite (les « patriotes », les « nationaux ») *entonnent* la « Marseillaise ». Puissance du verbe.

Certes, dès 1925, grâce à son labeur et aux crédits américains, l'Allemagne va retrouver un semblant de santé, et la première vague fasciste va s'écrouler. Avec la crise économique de 1930, la seconde vague sera décisive. Tout s'acharne contre ce malheureux pays. Six millions de chômeurs, c'est-à-dire bien plus encore et bien autre chose que la misère matérielle ; un attentat intolérable contre la plus élémentaire des dignités humaines. Un régime parlementaire impuissant et d'ailleurs minoritaire devant les radicalismes de droite et de gauche. Des instructions aberrantes du Komintern, qui devaient faire du communisme allemand l'allié objectif d'Hitler. Un organisme social affaibli, malade, et malade une fois encore dans sa classe moyenne : les grosses entreprises se maintiennent, ou bien sont sauvées par l'Etat (il en ira de même ailleurs : voir la Compagnie Générale Transatlantique, la Banque d'Alsace-Lorraine, etc.), mais les petites entreprises, en temps « normal » à la limite de la rentabilité, sombrent sans rémission, et par milliers. « L'art de tous les vrais chefs, avait déclaré Hitler, à toutes les époques, a consisté surtout à concentrer l'attention du peuple sur un seul adversaire, à ne pas la laisser se disperser. L'art de suggérer au peuple que les ennemis les plus différents appartiennent à la même catégorie, cela, c'est l'art d'un grand chef ». Voilà, certes, un procédé que le nazisme n'est pas le seul à avoir utilisé. Et pourtant, le nazisme aurait pu échouer, malgré toutes les conditions favorables. Il est stupéfiant, lorsqu'on suit de près l'évolution du parti depuis 1930, de voir avec quel instinct, avec quelle justesse de vues, avec quelle habileté diabolique le Führer, contre l'avis de tous ses lieutenants, a évité les pièges et pris les décisions qui, à long terme, devaient se révéler payantes. On peut déterminer toute une série de dates-clé qui, sans Hitler, auraient pu scinder ou briser l'élan, et faire dévier le flot vers la stagnation ou le déclin. Une seconde remarque concerne le financement du parti. Nous sommes très loin, on a pu s'en rendre compte, d'admettre l'interprétation marxiste qui ne voit dans le fascisme qu'une marionnette du grand capital. Hitler (et, plus encore, la démentielle M^{me} Ludendorff) imaginait une obscure conjuration planétaire de Juifs, Jésuites et Francs-Maçons qui auraient déterminé le courant de l'histoire. D'aucuns, que ces enfantillages font rire à gorge déployée, ne sont pas loin de déraisonner d'une manière à peu près semblable : le grand capitalisme aux abois aurait consciemment, délibérément, installé en Allemagne le nazisme pour maintenir sa domination. Comme nous le disions plus haut, la vérité est moins dramatique et plus nuancée. Depuis juillet 1929, Hitler avait touché, en effet, un cinquième des fonds distribués par le Comité Hugenberg. Un cinquième, ce

qui signifie que d'autres partis en avaient reçu bien davantage : ils ne sont pas arrivés au pouvoir pour autant. Le système idéal pour les grands brasseurs d'affaires, ce n'était pas le fascisme, mais la démocratie parlementaire ; l'individu à soutenir, ce n'était pas Hitler, cet aventurier que l'on estimait tout juste bon à fournir un épouvantail, mais un homme sérieux tel que le général von Schleicher. Il y eut, bien sûr, l'apport de fonds ultime de janvier 1933. Ce facteur fut-il décisif ? On en doute. Les choses étaient déjà trop avancées. Depuis des mois, l'avènement d'Hitler était inéluctable ; le seul problème était de savoir à quelles conditions. En janvier 1933, le Reich avait le choix entre la guerre civile (doublée peut-être d'une guerre étrangère, certains l'appréhendaient avec certitude) et un gouvernement Hitler, que l'on imaginait sagement domestiqué au sein d'une majorité conservatrice et « nationale ». Le précédent de Mussolini, en 1922, n'impressionnait guère, et ce fut une erreur. Hindenburg, l'armée et avec eux bien des leaders influents, pris entre deux maux, crurent choisir le moindre.

Le nazisme est à coup sûr le modèle le plus exemplaire, le plus achevé (ou le moins inachevé) du fascisme. Disons-le avec fermeté, mais aussi avec une nuance d'hésitation : ce racisme hypertrophié était-il accomplissement, ou déviation ? Sauf en Norvège et dans certains pays d'Europe centrale, Hitler inspirait à la plupart des fascistes plus de réticence (et même de peur) que de véritable adhésion. Mussolini, inventeur du mot et de la chose, est en réalité devenu de plus en plus fasciste au fil des ans, par un phénomène d'engrenage et de contamination. Moins que tout autre peuple, les Italiens étaient préparés à subir après 1915 une longue épreuve de violence et de sang, dans laquelle ils étaient entrés à contre-cœur, mais dont pour ce motif ils attendaient d'autant plus de compensations aux sacrifices consentis. Dans ce pays également, la monnaie dégringole, les prix montent, la classe moyenne s'effare tandis qu'une classe ouvrière anarchique, au syndicalisme peu fixé, anime un tourbillon de grèves sauvages, désordonnées, au nom d'un révolutionnarisme plus verbal que réel, mais qui n'en est pas moins effrayant : dès 1921, la généralité du peuple italien sera prête à accepter n'importe quoi, pourvu que les trains partent à l'heure. L'agitation mussolinienne a beau jeu, mais sait-on bien pourquoi les partisans du Duce mettaient des chemises noires ? La réponse mériterait d'être mieux connue : ces messieurs *portaient le deuil de la patrie !* La patrie, qui avait annexé 600.000 Allemands et Croates, n'était pas encore satisfaite : elle était trahie par ses alliés (ce qui était objectivement vrai), et frustrée des fruits de sa victoire ! Devant cette double agitation sociale et nationaliste, le régime démocratique se révèle absolument lamentable. Il faut le souligner, parce que nous allons trouver ici un des

caractères qui distinguent profondément l'Italie de l'Allemagne. L'Italie de 1920 est dans une large mesure un pays sous-développé, un pays non encore arrivé au stade de l'instruction et de l'industrialisation, un pays où la jeune démocratie parlementaire (le suffrage universel n'existe que depuis 1912) n'a eu le temps de pousser que des racines très fragiles. Peu sûr de sa légitimité profonde, le régime laisse faire. Les mesures qu'il prend sont inefficaces sur le plan social, et nulles sur le plan politique. Un commando s'en va conquérir Fiume, et personne n'ose prendre la responsabilité de le ramener à l'obéissance ! Des officiers sont agressés dans les rues par les « rouges », et tout ce que l'Etat entreprend pour la protection de ses appointés, c'est une circulaire leur conseillant de se mettre en civil ! Détails si l'on veut : ils n'en révèlent pas moins une faiblesse ahurissante.

A le considérer de près, le coup d'Etat mussolinien de 1922 n'appartient que très partiellement au XX^e siècle. Dans ce pays sans maturité politique, il rappelle plutôt certaines situations françaises du XIX^e, voire du XVIII^e siècle. C'est Napoléon III prenant le pouvoir après une période de troubles sociaux, contre une assemblée déconsidérée, avec l'appui secret des milieux influents et la complicité générale de la population ; c'est Bonaparte balayant le Directoire. Quand Giolitti se fit le fossoyeur de la démocratie, son calcul avait l'excuse (qu'Hindenburg n'aura plus) de paraître plausible : cette flambée extravagante, on ne peut ou on ne veut pas s'opposer à ses méthodes, mais ne serait-il pas habile de l'introduire dans le système constitutionnel, pour la contraindre à s'assagir à l'épreuve des responsabilités ? Aux yeux du Roi, de l'armée, de tous les Italiens sensés, les fascistes étaient en partie des exaltés sans importance et en partie des patriotes bien intentionnés, qui ne tarderaient pas à rentrer dans le rang. Introduit dans le « Bloc national », Mussolini n'en sortira plus, et son coup d'Etat sera une simple formalité.

L'avenir ne devait pas démentir ce caractère hybride, et sans doute est-il vain de prétendre enfermer dans un cadre doctrinal un régime qui, de l'aveu même de son chef, se souciait bien plus d'action que de réflexion. L'Italie se « fascisa » peu à peu, sans volonté préconçue, au hasard des circonstances intérieures d'abord, extérieures ensuite. La politique étrangère ne fit sa mutation idéologique qu'en 1936, l'antisémitisme ne s'infiltra dans la péninsule que deux ans plus tard, l'orientation devint nettement « sociale » au cours des derniers mois. En comparaison avec le national-socialisme le jugement d'ensemble doit conclure à une sorte de fascisme dilué ; entre Mussolini et Hitler, il y aura toujours l'abîme qui sépare la prison politique du camp de concentration.

Le général Franco, lui, vit dans un univers mental tellement reculé qu'il ne mérite, à presque aucun titre, la qualification de fasciste. Quelle différence pourrait-il y avoir, dans ce pays encore bien moins développé que l'Italie, entre lui et n'importe quel général de pronunciamiento du XIX^e siècle ? Tout au plus pourrait-on le comparer à un général von Schleicher qui, en la personne de José-Antonio Primo de Riveira, aurait eu la chance de pouvoir se débarrasser de son Hitler. Parce que le Phalange espagnole, cela, c'était du fascisme ; mais ses chances étaient d'autant plus minces que les structures sociales, sur lesquelles ce type de mouvement aurait pu croître, étaient encore dans une large mesure inexistantes. Avec les adhérents peu nombreux dont il disposait, José-Antonio rêvait d'une « troisième force », qui eût combattu à la fois le marxisme et le conservatisme. Son programme prévoyait une réforme agraire profonde, dont l'Espagne attend toujours la réalisation. Quand on vint le pressentir dans sa prison d'Alicante, et lui demander de s'associer au soulèvement militaire qui se préparait, il hésita longtemps : n'était-il pas beaucoup trop tôt, sa Phalange pourrait-elle défendre son point de vue au sein d'une alliance aussi inégale ? N'allait-elle pas se faire laminer, dans cette lutte pour un idéal qui n'était qu'à moitié le sien ? José-Antonio mourut dans cette appréhension, dont le pessimisme n'était que trop justifié, et la Phalange tomba au rang d'accessoire folklorique de la dictature militaire. Franco, lui, se contenta de restaurer l'ordre catholique et traditionnel, que chacun est bien libre d'accabler sous les qualifications les plus péjoratives, sauf une. Il est incroyable que l'on parle d'une Espagne fasciste, et que l'Ethiopie actuelle soit généralement considérée comme une démocratie sans problèmes, alors que les institutions et leur fonctionnement, dans ces deux pays, sont pratiquement du même type. Est-ce parce que l'une a été l'alliée d'un gouvernement fasciste, et l'autre sa victime ? Enfantillage, paresse intellectuelle, racisme inconscient, ou intoxication délibérée ? Mystère... Toujours est-il que c'est seulement de nos jours que l'Espagne a vu se former une classe moyenne, cette condition *sine qua non* d'un éventuel fascisme.

Dérision aussi que de parler de fascisme à propos du Portugal, ce pays où un régime parlementaire avait été artificiellement « plaqué » sur des structures sociales qui n'en fournissaient encore aucune des conditions. Autoritaire, conservateur, paternaliste et catholique, Salazar toléra bien, au cours des années trente, l'un ou l'autre mouvement de chemises bleues, bien vite résorbé, mais le catholicisme traditionnel, quand il peut se déployer à son aise, est par essence même étranger à toute notion de totalitarisme étatique, nationaliste ou racial — donc païen. Au risque de nous répéter : le Portugal n'est pas encore entré dans le XX^e siècle, et le

fascisme (maladie de la classe moyenne et tentative de nationalisation du prolétariat) ne peut apparaître que dans une situation de crise propre aux pays industrialisés.

Dans de nombreux autres pays, l'abus de ce terme est tout aussi manifeste. Allons au-delà de certaines apparences, et rappelons-nous ce phénomène que les sociologues connaissent bien : l'agrégation des pareils (pareils sous certains aspects, et non identiques) par commune opposition. L'amiral Horthy était un conservateur qui, pour des raisons d'intérêt national, dut s'appuyer sur l'Italie d'abord, sur l'Allemagne ensuite. On en dira autant du Slovaque Mgr. Tiso, allié d'Hitler et ennemi de l'Etat tchèque libéral, bien sûr ; mais il détestait l'Etat libéral parce que, fidèle à une vieille tradition de l'Eglise, il voulait réinstaurer la théocratie : nous voilà loin du XX^e siècle, en pleine querelle des Investitures ! De même, le gouvernement militaire bulgare, hâtivement baptisé « fasciste » par certaine historiographie, eut précisément pour effet d'éviter deux des manifestations fascistes les plus caractérisées : une déclaration de guerre contre l'Union soviétique et de véritables persécutions antisémites. Et réservons une mention spéciale à deux mouvements à première vue si imbibés de fascisme : les « Croix fléchées » hongroises, la « Garde de Fer » roumaine. Formations militaires, violences inouïes, nationalisme, antisémitisme, mystique religieuse poussée jusqu'au délire — l'essentiel s'y trouve, en apparence. Mais voyons cela de plus près. Il s'agit de pays aux structures aristocratiques, à l'immense prolétariat agraire, et où une classe moyenne très restreinte en nombre était principalement composée de petits bourgeois juifs dans les villes et d'usuriers juifs dans les campagnes. L'antisémitisme violent de ces formations apparentées au fascisme ne fut sans doute pas autre chose, tous comptes faits, qu'une forme de guerre sociale et nationale dirigée contre ces deux corps étrangers : la noblesse terrienne et cosmopolite, la classe moyenne juive. Il est heureux pour les Israélites, mais dommage à d'autres égards, que l'invasion soviétique soit venue mettre fin au bref régime des « Croix fléchées » à la fin de la guerre : on aurait pu voir, en Hongrie, un régime « fasciste » résoudre d'une manière radicale le problème agraire. Mais était-ce encore là du fascisme ? De même, que penser de ces pays où des minorités nationales se jugeant opprimées penchèrent pour des solutions qui se croyaient fascistes mais qui ne le furent que superficiellement, ou par occasion : le V.N.V. en Flandre, les Oustachis en Croatie et, pour la citer une fois encore, la république slovaque de Mgr Tiso ?

En France également nous allons, mais cette fois au sein d'un peuple évolué sur le plan politique et social, retrouver bien des distinctions à faire. *L'Action française* avait, certes, mis à la mode des violences phy-

siques et des méthodes directes, bien insolites dans le milieu bourgeois d'avant 1914. Quant à sa doctrine, irréfutable parce qu'élaborée par un cerveau habile aux syllogismes sans faille, fautive parce qu'elle ne répondait à aucun des problèmes concrets directement posés par la société réelle du XX^e siècle, on ne pourra en dire qu'une chose à notre point de vue, c'est qu'elle était à presque tous égards le contraire d'un fascisme. Sans doute pouvait-elle y mener, par évolution ou gauchissement, et c'est ce qui se produisit dans bien des cas individuels ; mais ces Georges Valois et ces Robert Brasillach, Maurras ne manqua pas de les renier avec fureur. Les autres ligues qui fleurirent dans les années trente (après la première vague fasciste représentée par Georges Valois et son « Etat syndicaliste de producteurs ») ne furent à l'origine que l'exutoire modernisé de certaines anciennes traditions bien françaises : nationalisme, exploitation de scandales politico-financiers, antiparlementarisme, quête d'un « homme à poigne ». Deux facteurs vinrent gonfler cet extrémisme de droite qui n'avait, en soi, rien d'inhabituel : la crise économique, soit les difficultés d'une classe moyenne s'identifiant avec la nation — et l'appréhension d'une nouvelle guerre, la peur inspirée par le nazisme. Ce second point, nous y reviendrons plus en détails, parce qu'il nous semble capital. Quant au premier, c'est-à-dire au fond la crise de la démocratie libérale, nous ne pourrions mieux faire que de citer un excellent témoin de cette époque. M. Robert Poulet a bien voulu nous communiquer le manuscrit d'une étude qu'il a intitulée *Adieu au fascisme*, et qui nous paraît traduire avec beaucoup de franchise les réactions d'une partie importante de la jeunesse, entre deux guerres.

« Que ce régime, écrit-il, fût en pleine décadence, condamné par l'histoire, hors d'état de répondre aux nécessités nouvelles qui marquaient la fin d'un monde en expansion, cela n'était guère contesté, de ce temps-là ; les contradicteurs de Sorel, de La Tour du Pin, de Maurras, etc., ne menaient plus qu'une bataille défensive. En tout cas, dans les milieux de la jeunesse intellectuelle, celui qui serait venu, entre 1920 et 1935, chanter les louanges de l'ordre établi aurait été accueilli par des huées. A cette époque, je n'ai pas rencontré un seul Occidental de moins de quarante ans qui, sans restriction, se dît fervent démocrate. Plus encore que la guerre de 1914-18, la crise économique de 1920 sonna le glas du conservatisme politique dans la jeune génération. Celle-ci eût pardonné au « système » les massacres et les destructions de l'immense bagarre, si cette épreuve avait été suivie d'une période de confiance et de prospérité ascendante. Le spectacle de dirigeants et d'experts affolés, débordés, empêtrés dans l'incohérence, s'épuisant en tentatives infructueuses et en prophéties démenties par les faits, nous fit définitivement admettre qu'il fallait changer les

fondements mêmes de la société. Nous nous persuadâmes une fois pour toutes que jamais on n'arriverait, par les anciennes méthodes, à faire régner dans le monde moderne un minimum d'ordre et de justice.

« Sans doute le capitalisme avait-il eu du bon, en son temps, et de même sans doute le régime des assemblées délibérantes et des factions politiques organisées. Ce temps — nous n'en doutions plus — était passé. Il fallait faire une révolution qui fit cesser la contradiction entre les principes affichés par les élites et les réalités concrètes auxquelles conduisaient, sans qu'on sût comment, l'application de ces principes.

« Tous les penseurs du début du vingtième siècle condamnaient sévèrement les guerres entre nations, comme une survivance des temps barbares; et jamais on ne s'était battu d'une manière plus acharnée et plus meurtrière ! Tous les hommes de cœur réclamaient un plus grand respect de la dignité humaine ; et on laissait se perpétuer une forme d'esclavage abominable, qui réduisait les travailleurs manuels à la condition la plus dégradante, en les frustrant partiellement du fruit de leurs efforts ! Les financiers et les techniciens chantaient le los d'une productivité de plus en plus ample, qui devait faire monter de plus en plus le niveau de vie ; et, pour des raisons inconnues, ces biens miraculeusement abondants ne parvenaient pas à la masse, où pourtant sévissait ça et là pénurie et famine ! Cela nous frappait...

« Négligeons l'opinion de ceux qui voulaient corriger le système en accentuant ses défauts ; et de ceux dont le vœu secret était de reconstituer l'« âge d'or » de 1840-1880, sommet de l'oppression bourgeoise. Il était clair que, même en rétablissant la journée de travail de quinze heures pour les enfants de douze ans, en rendant aux industriels, aux financiers, aux oisifs enrichis, les privilèges sans contrepartie dont ils jouissaient grâce à la confiscation des fruits de la Révolution française, d'abord on ne rétablirait pas l'impression générale de justice et de légitimité, mais encore, sur le plan simplement pratique, on n'obtiendrait pas une société en équilibre, une société qui fonctionne... Les conditions économiques et politiques s'étaient modifiées trop profondément. Pas une seconde les jeunes Occidentaux d'après-guerre n'orientaient leur esprit vers une telle solution... »

Fallait-il, continue notre auteur, se rallier par conséquent au marxisme dit scientifique ? Si généreuse et sympathique que parût l'inspiration, répond-il, la mise en œuvre, toute « d'intransigeance orgueilleuse et de grossièreté secrète », aboutissait à la sombre grisaille d'un égalitarisme faisant fi des « innombrables nuances, tendances, préférences, accointances, délicatesses, finesses, auxquelles la destinée d'un vieux peuple est suspendue... Nous ne voulions pas, comme dit un personnage de Bourget, nous

retrouver fourmis... Il est évident que, pour supprimer la plus-value et pour établir une société sans classes, les socialistes du type marxiste auraient fait bon marché du patriotisme moral qui, en définitive, alimente, ennoblit, enrichit l'existence quotidienne de millions d'Européens, les faisant vraiment héritiers des civilisations millénaires, éléments d'un tout auquel appartiennent aussi les cathédrales, les chefs-d'œuvres de la littérature, les façons de sentir, les usages, les croyances et les lois... Une société fondée exclusivement sur la possession des choses visibles nous semblait condamnée à la plus abjecte dégénérescence... Nous sentions qu'en renouvelant les cadres de la civilisation, il fallait en laisser intacte la substance... Incontestablement (nous disions-nous) il fallait faire la révolution, mais non la révolution marxiste. Il fallait faire régner l'ordre et la justice, délivrer les nouveaux esclaves, mais non au prix d'un affadissement de l'âme humaine. Ceux d'entre nous qui se disaient « de gauche » songeaient surtout au premier terme du raisonnement ; et ceux qui se disaient « de droite » au deuxième terme. Au fait les uns et les autres se sentaient sur un terrain dangereux. Les uns risquaient de favoriser, malgré qu'ils en eussent, les ravages et les inconséquences du marxisme. Les autres risquaient de faire le jeu des conservateurs égoïstes et bornés et d'entretenir la décomposition lente, coupée de sursauts, qui prenait la suite de la grande crise économique, devenue chronique en 1930. En défendant des positions périmées ou malsaines, de part et d'autre de la barricade, nous avions d'autant plus mauvaise conscience qu'ainsi nous étions amenés à lutter les uns contre les autres, révolutionnaires de gauche contre révolutionnaires de droite, qui nous sentions d'accord sur tant de points ! C'est alors que certains hommes crurent trouver une issue à ce malentendu, une solution à cette difficulté, du côté de l'esprit fasciste ».

Ce fascisme, faut-il le dire ? ne devait rien au modèle allemand ; sa pensée était française, exclusivement. Et l'auteur de le dessiner, à grande traits. Des principes dérivés de l'école maurrassienne. Le parti unique, un rouage efficace, « idéal plutôt qu'idéologie, ardeur plutôt que raisonnement, besoin de générosité plus que soif d'équilibre et de logique », Bref : avant tout « un style de vie nouveau », un « Etat restauré dans ses attributions et dans ses limites ». On l'aura remarqué : si la partie critique de cet exposé est d'une rigueur parfaite, recoupant et illustrant sur de nombreux points notre propre analyse, l'architecture concrète de l'édifice à ériger reste — M. Robert Poulet ne s'en cache point — dans un brouillard plutôt flou, et cela aussi est intéressant. Il est vrai que la contestation estudiantine de mai 1968, qui a au fond tant d'analogie secrètes avec le fascisme, s'affirmait délibérément — et avec quelle superbe ! — bien moins constructive encore...

Mais il est temps, pour nous, d'en revenir à la France d'il y a quelque quarante ans. L'affaire Stavisky suscita le Six-Février, le Six-Février cristallisa le Front populaire, et le Front populaire (dans le climat du conflit abyssin et de la guerre d'Espagne) entraîna une fascisation radicale de toute une frange de l'ancienne droite nationaliste et conservatrice, rejointe par de nombreux transfuges de gauche. On vit ce spectacle inattendu : au moment même où l'extrême-gauche virait au jacobinisme et au nationalisme, voire au bellicisme, l'extrême-droite devenait intensément pacifiste. Point de mystère, quant au premier de ces virages. Jusque dans le courant de 1934, Staline avait appliqué les décisions du congrès du Komintern de 1928, réservé ses coups aux démocrates, objectivement aidé Hitler à prendre le pouvoir, et considéré que les fascistes et les socialistes étaient « non pas antagonistes, mais jumeaux ». Alerté par le pacte germano-polonais de janvier 1934, il avait ensuite renversé la vapeur, misé sur les démocraties occidentales (congrès du Komintern de 1935) ; il était entré à la Société des Nations et, sur le plan intérieur, il avait prôné la tactique des Fronts populaires. Plus subtile devait être l'évolution de l'extrême-droite. On était parti d'une position nationaliste et intransigeante, à la Poincaré. Sans relâche, on avait dénoncé la politique conciliante d'Aristide Briand, prophétisé la guerre de revanche qu'une Allemagne rénovée ne manquerait pas de déclencher. On avait salué le pacte franco-soviétique (1935) à une époque où, sur le plan intérieur, le communisme paraissait insignifiant ; on s'en méfia de plus en plus lorsque les élections installèrent le Front populaire au pouvoir et quand les communistes firent leur mutation : que cachait ce « patriotisme » flambant neuf ? On soutint Mussolini dans la guerre d'Éthiopie, en partie parce qu'on voulait garder l'Italie dans le camp des ex-Alliés. On se sépara des gauches, radicalement, à propos de la guerre civile espagnole : pour la première fois depuis longtemps, la politique extérieure française devenait une question d'idéologie.

Le Parti Populaire Français de Jacques Doriot nous paraît être l'organisation la plus ouvertement fasciste de ces années-là, et le cheminement paradoxal en apparence de son chef obéit en fait d'une manière rigoureuse à ces deux impulsions fondamentales : la crise économique-sociale et la politique extérieure. A deux reprises, le communiste Doriot avait été déçu par Staline : la première fois en 1926 lorsqu'il put voir sur place le résultat catastrophique des directives données par le Kremlin aux camarades chinois ; ensuite dans le courant de 1934, quand il prôna une coalition antifasciste à un moment où ce n'était pas encore l'idée de Moscou. Exclu du parti, il fonda bientôt son organisation propre, au départ de la position solide qu'il occupait à la mairie de Saint-Denis, et dès lors toute son action sera déterminée par la haine et la rancune profondes qu'il

portait au maître du Kremlin. Il applaudit à la victoire du Front populaire, puis resta d'abord neutre devant la guerre civile espagnole, mais vira résolument vers le franquisme dès que l'Union soviétique opta pour les républicains. Le jacobinisme des communistes, leur intervention en Espagne ne pouvaient avoir à ses yeux qu'une explication : Staline voulait pousser la France à une guerre contre l'Allemagne nazie. Cette guerre, il n'en voulait à aucun prix, et il était renforcé dans son pacifisme par la masse des anciens ligueurs « dissous » d'extrême-droite, qui venaient s'inscrire au P.P.F. en y apportant l'évolution d'un raisonnement que nous avons amorcé plus haut : non seulement la démocratie parlementaire était « pourrie » sur le plan social, non seulement elle avait tout concédé à l'Allemagne à un moment où il eût été si simple de lui tenir tête, non seulement elle avait négligé la préparation militaire et morale du pays, non seulement elle avait sacrifié l'amitié italienne et noué des liens plus que suspects avec le Kremlin, mais voilà, ô comble, qu'elle risquait d'entraîner le pays dans une guerre qui se ferait dans les pire conditions, et cela pour servir les obscurs desseins de deux Puissances étrangères : la Grande-Bretagne et l'Union soviétique.

Sur le plan intérieur, le P.P.F. était un mouvement de masse (précisons : 300.000 membres, au grand maximum) où se côtoyaient ouvriers déçus par le communisme, classes moyennes en crise et jeunes intellectuels au prestige naissant, à l'idéalisme incontestable. Les objectifs étaient classiques, encore que vagues : supprimer les clivages sociaux, organiser la production sur une base nationale, domestiquer à la fois le capital et le travail au service du bien commun. Peu semblaient s'en rendre compte : la réalisation d'un tel programme était impossible, si l'on refusait d'envisager, carrément, la constitution d'un Etat totalitaire — mais le totalitarisme, en France, convenait peu au tempérament national et, dès lors, on se gardait d'insister sur ce point. On n'y remarquait guère, du moins avant 1940, d'attraction pour le nazisme en soi : tout au plus une sorte de respect pour la suppression des barrières sociales, pour l'éducation sportive de la jeunesse et pour les formes, nouvelles et impressionnantes, de la vie collective qui caractérisaient le régime hitlérien. Le nazisme, disait-on, avait rendu à l'Allemagne force et prestige. Se mettre dans le cas de devoir heurter ce géant, alors qu'on n'avait pas encore fait sa propre « révolution nationale », apparaissait comme la pire des folies, comme un suicide pur et simple. Le mot d'ordre était de refuser à la fois Hitler et Moscou ; et si par chance « la peste et le choléra » devaient finir par s'entre-dévorer sous les yeux d'une France pacifique et neutre, où serait le mal ? S'il fallait caractériser les fascismes français, aux alentours de 1938, une définition viendrait aussitôt à l'esprit : ce fut une flambée de jeunesse,

d'une jeunesse révoltée contre papa, dégoûtée d'un héritage politique et social qui lui paraissait condamné, d'une jeunesse attirée par des formules nouvelles, dynamiques mais vagues, animée avant tout par une frénésie d'enthousiasme et de refus.

Il faut le reconnaître bien objectivement : l'état d'esprit dans lequel la France accepta la guerre, en septembre 1939, était aussi mauvais que possible : les démocrates étaient résignés, les communistes sabotaient sourdement, et les fascistes étaient consternés. Pour citer encore Robert Poulet : « Et nous enrignons de penser qu'en défendant avec acharnement notre terre natale, nous défendons en même temps les institutions funestes qui la minaient. A quoi bon invoquer, à vingt-cinq ans de distance, sur le canal Albert le miracle de l'Yser, sur la ligne Maginot le sursaut de la Marne, si le résultat de cet effort était de consolider chaque fois les causes du désordre national et international qui le rendaient nécessaire ? » Et voici, en écho, le dilemme que posait en 1939 un jeune écrivain très prometteur, aujourd'hui grave académicien, Thierry Maulnier : une nouvelle boucherie ? s'indignait-il. Encore des flots de sang, et pour aboutir à quoi ? Ou bien à la victoire de la France, mais aussi à celle de la démocratie que nous méprisons et du communisme que nous haïssons. Ou bien à la victoire d'Hitler, c'est-à-dire à l'écrasement de la patrie française. D'une façon comme d'une autre : une catastrophe, à éviter par tous les moyens ». On le voit : c'était déjà le fameux mot d'ordre, « la France seule », que Maurras allait défendre jusqu'au bout.

Il est généralement admis qu'en Allemagne, Hitler était arrivé au pouvoir à la faveur d'un enchaînement politique, mais au moment où le fond de la crise économique était déjà dépassé, où la courbe ascendante de la conjoncture s'amorçait. En Europe occidentale, la grande dépression commença, et se termina aussi plus tard. L'historien doit enregistrer, en 1938-1939, un net reflux des organisations fascistes : crise au sein du P.P.F., défaite électorale de Rex en Belgique et de Mussert aux Pays-Bas. En France, la machine économique devenait plus vigoureuse, la classe moyenne se détournait de l'extrémisme, et le Front populaire, cet épouvantail, avait sombré sans gloire, obéissant à cette loi non écrite de la III^e République, qui faisait régulièrement commencer une législature au centre-gauche pour la terminer au centre-droit. La démocratie parlementaire reprenait insensiblement le dessus, la chance des fascismes, déjà, était passée. Seules subsistaient, comme arguments primordiaux, la peur de la guerre et l'option neutraliste de la politique extérieure. Au raisonnement qui avait animé l'extrême-droite, il ne nous reste plus qu'à ajouter le dernier maillon. La guerre, en juin 1940, aboutit à une débâcle que les fascistes n'avaient que trop prévue. Dès lors, se dirent-ils, la seule politique possible

consistait à se réconcilier avec le vainqueur, à obtenir de lui de moins mauvaises conditions, et à profiter de l'occasion pour régler son compte au bolchevisme abhorré. C'était encore une illusion, on l'a vu depuis, et les plus lucides, ceux qui lâchèrent la « collaboration » en 1941 ou 1942, ne tardèrent pas à le comprendre : Hitler victorieux eût réservé aux fascismes satellites un régime d'exploitation et de vassalisation très semblable à celui que Staline allait faire connaître aux démocraties populaires, après 1945. Né de la confiance, le fascisme mourait dans un crépuscule des dieux.

*
*
*

Avant 1914, disions-nous, on n'imaginait guère, en fait comme en devenir, qu'un seul régime possible : la démocratie parlementaire. Entre 1920 et 1945, dans nos pays du moins, les idéaux politiques se cristallisèrent sous la forme d'un triangle parfait. Démocratie parlementaire, fascisme et communisme en furent les trois pointes, bien équilibrées, également éloignées les unes des autres. Mais comme chacun est plus frappé par les différences que par les analogies, chacun repoussa les deux autres avec horreur, ne voyant en eux que les aspects différents d'un même mal, d'un même ennemi. « Les totalitaires », disait le démocrate en parlant des fascistes et des communistes, qui avaient effectivement en commun parti unique, dictature, mépris de la liberté et de la conscience individuelle, politique sans scrupules, sans égards pour les moyens, uniquement soucieuse du but final. Pour le communiste, les deux autres n'étaient eux aussi que camouflages opportunistes, derrière lesquels se cachait le maître véritable, le tout-puissant capital. Vision elle aussi un peu simpliste, et qui ne laissa pas d'entraîner des conséquences tragiques. Intoxiqué par ses propres dogmes, Staline porta Hitler au pouvoir en divisant les forces de gauche et en réservant ses coups, même après janvier 1933, aux seuls socialistes; six ans plus tard, déçu il est vrai par Munich, il persévéra en signant avec l'Allemagne nazie le pacte qui allait déclencher la seconde guerre mondiale. A ses yeux, il n'était certes pas plus immoral de traiter avec la marionnette Hitler qu'avec les marionnettes Chamberlain et Daladier... Enfin, — revenons à notre triangle — pour des fascistes, leurs deux rivaux ne représentaient également qu'un seul et même adversaire : les libéraux toléraient le socialisme, entre socialisme et communisme il n'y avait « que l'épaisseur d'une hypocrisie », bref, tout le système débouchait sur le bolchevisme aussi naturellement que les fleuves coulent vers la mer. Et il est d'autre part exact que dans tous les sens, à deux contre un, ces trois idéaux avaient chaque fois quelque chose en commun. Voilà expliqués ces alliances

et ces renversements d'alliance, A + B contre C, B + C contre A, et A + C contre B qui caractérisent, à l'intérieur comme à l'extérieur, vingt-cinq années de politique européenne. Le triangle, avec ses trois pointes bien distinctes. En plus, l'action déterminante des décisions contradictoires du Komintern, celles de 1928 et celles de 1935. Et puis Munich. Les contemporains ont pu s'y perdre, n'y voir que confusions et absurdités. Avec le recul, il n'est plus permis de tricher. Seule s'obstine, aujourd'hui encore, certaine historiographie communiste. Attribuant à la démocratie parlementaire ce qui appartient en réalité aux fascismes français, elle continue d'accuser, sans l'ombre d'une preuve, Londres et Paris d'avoir voulu détourner vers l'Est l'agressivité d'Hitler. Le fait, gênant mais notoire, que ce furent en réalité Chamberlain et Daladier qui, le 3 septembre 1939, déclarèrent la guerre à l'Allemagne, ne dérange apparemment pas ces pseudo-historiens. Et ils continuent de brandir par ailleurs (en le tronquant) le fameux manifeste Duclos-Thorez du 10 juillet 1940, dans lequel Blum et Daladier étaient dénoncés comme « criminels » parce qu'ils avaient, en 1939, « enchaîné la France au char de l'impérialisme britannique » dans le dessein secret d'« asservir le peuple allemand ». Voilà où mène la confusion.

Le fascisme nazi, en tout cas, scella son destin et celui de ses sympathisants le 22 juin 1941. Après avoir longtemps joué, avec succès, des affinités dont il avait pu disposer au sein de ses deux rivaux antinomiques, il finit par les liquer contre lui. Le fascisme est mort en 1945.

Le fascisme est mort, et il nous reste, pour conclure, à justifier le titre de cet exposé. Nous ne pouvons que nous rallier, d'une manière générale, aux conclusions d'Ernst Nolte* (avec cette réserve qu'il nous semble avoir insuffisamment compris Maurras). Le fascisme est une manifestation de crise de la classe moyenne, dans les pays industrialisés. Il critique avec virulence un régime libéral affaibli, mais auparavant peu contesté. Sa progression et son déclin reflètent la crainte plus ou moins forte qu'inspire le communisme stalinien. Ses conceptions, considérées comme un « minimum fasciste » par notre auteur, se résument en quelques formules : antimarxisme, antilibéralisme, principe du chef, parti unique avec milices, prétentions totalitaires, mélange d'esprit traditionaliste et de volonté novatrice. Le tout, à prendre en bloc. Il est évident que l'observateur le plus soupçonneux aurait du mal à discerner quoi que ce soit de semblable dans notre société actuelle.

* E. NOLTE, *Les mouvements fascistes. L'Europe de 1919 à 1945*. Paris, 1969 et, du même auteur, *Le fascisme dans son époque*, 3 volumes, Paris, 1970.

Mais reprenons les facteurs que nous-même considérons comme ayant été à la base de ce radicalisme *sui generis*. Le nationalisme et les nations agonisent, plus un seul des problèmes urgents qui se posent au monde d'aujourd'hui ne peut être résolu dans le cadre de frontières périmées. Le militarisme, la foi dans les vertus de discipline et d'obéissance ? N'insistons pas... La peur du communisme ? Sans être devenu très acceptable pour un esprit occidental, le régime soviétique a perdu ses aspects les plus terrifiants ; il est sclérosé à l'intérieur et personne, chez nous, ne croit plus sérieusement à la menace extérieure qu'il pourrait recéler, du moins à l'Ouest. Surmontant ses crises internes, la démocratie parlementaire a fait un bond formidable en avant, et elle a enfin « digéré » une classe ouvrière de plus en plus embourgeoisée. Constatation capitale : les deux après-guerre ont pris des départs fondamentalement dissemblables : le plan Marshall, en 1948, a réussi là où la conférence de Gênes avait échoué en 1922. Deux exemples vont nous permettre d'illustrer pourquoi, au début de notre analyse, nous considérons la crise économique et la prolétarianisation de la classe moyenne comme des causes essentielles du fascisme. Les adeptes de Mussolini portaient en 1920, disions-nous, le deuil de la patrie. C'est pour le coup qu'en 1945 la patrie, sérieusement rognée cette fois, aurait eu des raisons de gémir ! Le plan Marshall survint, la bourgeoisie se consacra fiévreusement à la progression de son chiffre d'affaires, et aucune plainte appréciable ne vint contrister nos oreilles. C'est peut-être un peu décevant, à certains égards, mais la nature humaine est ainsi faite... Et l'affaire algérienne : l'O.A.S., un million de Français spoliés, vaincus, chassés de leur terre natale, après des années de violence et de terrorisme. Quelle humiliation nationale, et quel levain pour un fascisme ! Après les inévitables remous, les rapatriés se sont reclassés, se sont bientôt retrouvés en général plus prospères qu'ils ne l'étaient avant... et il n'y a pas eu de fascisme. On fait gloire à M. de Gaulle d'avoir liquidé l'O.A.S. C'est pour les mêmes raisons que Franco a pu escamoter la Phalange. Dans un cas comme dans l'autre, les conditions socio-économiques n'y étaient pas, et voilà tout.

Les fascismes, avons-nous pris la précaution de dire, avaient incorporé pas mal d'aspects qui n'étaient guère originaux, qui étaient en quelque sorte éternels et qui par conséquent ne sont pas morts avec eux. Allons-nous traiter de fasciste le Pharaon qui persécuta Moïse et son peuple ? L'exemple peut paraître absurde et cependant, on en rencontre d'aussi curieux tous les jours. Suffit-il d'apercevoir ici ou là une dictature de droite avec un quarteron de colonels, une presse censurée et quelques tortures pour crier au fascisme, par une sorte de réflexe de Pavlov ? Nous savons bien que ce genre de régimes baptisent de la même façon commu-

niste tout ce qui ne leur convient pas, mais est-ce une raison pour les imiter ? Les leaders autoritaires, les colonels, les censures de presse ainsi que, hélas ! les tortures remontent très haut dans la nuit des temps, et nous craignons fort, en le déplorant, que leur règne soit loin d'être terminé. Même remarque pour le racisme, et l'antisémitisme. Et après ?

Notre société occidentale s'est métamorphosée depuis trente ans. Elle subira encore bien des crises, le contraire serait étonnant, et certaines manifestations actuelles ne sont guère rassurantes. Ces crises aboutiront peut-être à ressusciter, ici et là, l'un ou l'autre aspect qui par certain côté, rappellera des choses que nous avons vues il y a une génération. Le fascisme, lui, naquit, vécut et mourut sous le signe d'un ensemble de facteurs dont il est peu probable qu'ils se retrouveront, réunis et concomitants, de la même manière et dans un même esprit. Laissons au pauvre Mussolini le « copyright » qui lui appartient. Et, aussi, n'accablons pas sa mémoire avec une bonne conscience trop béate : le monde actuel est plein de chefs d'Etats qui sont bien plus déplaisants que lui, et qui ne soulèvent l'indignation de personne.

Nous connaissons un pont d'autoroute dont le pilier s'orne du nom de M. van den Boeynants, agrémenté d'une croix gammée. C.R.S. rime avec S.S., et il y a deux ans, la presse chinoise estimait que la police moscovite était composée de fascistes triés sur le volet. Si c'est cela la leçon que nous avons tirée d'une période tragique, sanglante, confuse et tourmentée entre toutes, il y a lieu de conclure que l'expérience collective ne sert pas à grand-chose. Tout au plus serait-on en droit d'exiger, pensons-nous, que des politologues et des historiens sachent de quoi ils parlent.

